

Qui contrôle le Burundi après l'annonce de la destitution de Nkurunziza ?

Le Nouvel Observateur, 14-05-2015 Burundi : qui contrôle le pays après la tentative de coup d'Etat ? Après des semaines de contestation populaire, un général burundais a annoncé mercredi 13 mai la destitution du président Pierre Nkurunziza, en déplacement à l'étranger lors de cette tentative de coup d'Etat dont l'issue reste incertaine dans la nuit. Selon la Croix-Rouge burundaise, des affrontements entre manifestants et policiers survenus avant l'annonce du coup d'Etat ont fait trois morts - deux civils et un policier - et 66 blessés. # Qui contrôle le Burundi ?

Dans les faits, il est toujours impossible de savoir qui contrôle le pays, secoué depuis le 26 avril par un mouvement de contestation de la candidature de Pierre Nkurunziza à l'élection présidentielle du 26 juin. La présidence burundaise a affirmé dès l'après-midi que le coup d'Etat, mené par un groupe de militaires "mutins", avait été "déjoué". Mais le général putschiste Godefroid Niyombare a assuré avoir le soutien de "beaucoup" d'officiers supérieurs de l'armée et de la police. Dans la nuit, les deux camps ont chacun affirmé leurs positions, le chef d'Etat major Prime Niyongabo revendiquant le contrôle de la "présidence" et le porte-parole des putschistes, le commissaire de police Véron Ndabaneze, celui de l'aéroport. "Je pense qu'il y a quelques cafouillages, je pense que demain va s'éclaircir", avait un peu plus tôt reconnu le général Niyombare sur la chaîne d'information télévisée France 24, assurant que pour l'arrêter "il n'y avait pas d'autre choix". A la présidence burundaise, le principal conseiller en communication de Pierre Nkurunziza, Willy Nyamitwe, a affirmé que les militaires putschistes étaient "recherchés" pour être "traduits en justice".

Les combats ont-ils cessé ? De violents combats ont éclaté jeudi matin autour du siège de la télévision nationale à Bujumbura entre militaires loyalistes et putschistes au lendemain d'une tentative de coup d'Etat. Selon les témoins, les combats à la mitrailleuse lourde et au lance-roquettes ont éclaté autour des locaux de la télévision et de la radio nationales, toujours sous le contrôle de des partisans du président Nkurunziza. Selon une source au sein des militaires putschistes, le bâtiment de la RTNB a été attaqué à l'aube après que le chef d'Etat-major des forces armées burundaises, Prime Niyongabo, resté loyal au président, eut annoncé l'échec du coup d'Etat sur les ondes de la radio nationale. Un journaliste qui se trouve à l'intérieur du complexe a confirmé des violents combats à l'arme lourde, y compris des canons et des lance-roquettes. # Qui sont les auteurs du coup d'Etat militaire ? La tentative de coup d'Etat est menée par un compagnon d'armes du chef de l'Etat au sein de l'ex-rébellion hutu, le Cndd-FDD, devenu le parti au pouvoir depuis la fin de la longue guerre civile (1993-2006) entre la majorité hutu et la minorité tutsi, longtemps dominante dans l'armée. "Le président Pierre Nkurunziza est destitué de ses fonctions, le gouvernement est dissous", a annoncé mercredi après-midi sur une radio privée le général Godefroid Niyombare, un Hutu. Plus tard, il a accusé le chef de l'Etat d'avoir présenté sa candidature à un nouveau mandat "au mépris du peuple burundais". Le général Niyombare avait été limogé de la tête des services de renseignements en février par le président après lui avoir déconseillé de briguer un troisième mandat, jugé inconstitutionnel par ses adversaires. L'officier putschiste a annoncé la mise en place d'un "comité pour le rétablissement de la concorde nationale, temporaire", chargé de rétablir "l'unité nationale" et de reprendre le "processus électoral dans un climat serein et équitable". Il a dit prendre la tête du comité. Personnalité aujourd'hui respectée et considérée comme un homme de dialogue, le général Niyombare était devenu après la guerre civile chef d'Etat-major adjoint, puis chef d'Etat-major de l'armée. Nommé en décembre 2014 à la tête du Service national de renseignements (SNR), il avait été limogé trois mois plus tard. # Où se trouve Pierre Nkurunziza ? L'endroit où se trouve désormais Pierre Nkurunziza reste peu clair : En fin d'après-midi, la présidence tanzanienne avait affirmé qu'il avait quitté la capitale économique tanzanienne Dar es Salaam pour Bujumbura. Mais son retour a très vite semblé compromis : en début de soirée, l'aéroport international de la capitale burundaise était fermé. Peu auparavant, le général Niyombare avait ordonné la fermeture des frontières terrestres et de l'aéroport. Des responsables ougandais ont refusé de confirmer ou de démentir une possible arrivée du président Nkurunziza en Ouganda. Une source au sein de l'opposition burundaise, présente à Dar es Salaam, a affirmé avoir vu revenir à leur hôtel les membres de sa délégation, qui lui auraient expliqué ne pas avoir pu atterrir en Ouganda. Pierre Nkurunziza avait atterri dans la matinée à Dar es Salaam pour un sommet extraordinaire des chefs d'Etat de la Communauté est-africaine (Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie). Ses homologues de la région, qui ont discuté sans lui de la situation dans son pays, ont condamné le coup d'Etat en cours. Et demandé le report des élections législatives prévues le 26 et de la présidentielle du 26 juin, estimant que les conditions n'étaient pas propices à des élections. # Des tractations sont-elles en cours ? Dans la journée, un haut gradé loyaliste avait affirmé à l'AFP que des "tractations" étaient en cours entre loyalistes et putschistes. Les deux camps sont "d'accord pour ne pas verser le sang des Burundais", avait-il assuré. Les déclarations dans la nuit du chef d'Etat-major et du porte-parole des putschistes ont signé l'échec de ces discussions. "Les tractations ont buté sur un groupe d'officiers du Cndd-FDD [le parti au pouvoir, DNLR] qui ont rejeté toute solution qui écarte Nkurunziza", dit à l'AFP un haut gradé du camp putschiste. # La tentative de coup d'Etat est-elle soutenue ? Les manifestations contre l'éventualité d'un troisième mandat du chef de l'Etat, au pouvoir depuis 10 ans, ont été marquées par de nombreuses violences qui ont fait une vingtaine de morts. Dans la capitale Bujumbura, de nombreux manifestants ont exprimé leur joie à l'annonce du coup d'Etat, fraternisant avec les militaires et grimant sur des blindés. Des groupes de manifestants chantaient, branches d'arbre à la main en signe de paix, criant "Victoire, on a gagné !" Devant la principale radio privée, la RPA, qui a recommencé à émettre après avoir été fermée par les autorités, un manifestant exultait : "Ca fait 10 ans qu'on parle de la corruption, des tueries, de la malversation, c'est un moment très fort pour les Burundais". Les opposants à un troisième mandat du président, issus pour la plupart des rangs de l'opposition et de la société civile, ont porté mercredi matin la contestation au cœur de Bujumbura, sanctuarisée par la police depuis le début des manifestations. Plusieurs centaines de personnes, dont beaucoup de femmes, ont aussi pour la première fois se rassembler sur la place de l'Indépendance, au centre de la capitale. # Quelles sont les réactions diplomatiques ? Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a exhorté "au calme et à la retenue". Des diplomates ont indiqué que le Conseil de sécurité de l'ONU tiendrait jeudi des consultations d'urgence

sur la crise au Burundi, à la demande de la France. Les ambassadeurs des 15 pays du Conseil entendront un exposé de la situation fait par vidéoconférence par l'ambassadeur de l'ONU pour le Burundi, Saïd Djinnit. A Washington, la Maison Blanche a appelé toutes les parties burundaises à "déposer les armes". La chef de la diplomatie de l'Union européenne, Federica Mogherini, a elle aussi appelé les parties à faire preuve de "retenue et à éviter la violence". "Nous exhortons toutes les parties à coopérer pour trouver une solution pacifique à la crise", a-t-elle dit.